

**INSTITUTION ADOUR**

**Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour**

Séance du 26 janvier 2017

Aujourd'hui, le vingt-six janvier deux mille dix-sept à 9 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle 2 de la Chartreuse à l'Hôtel du Département du Gers sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES,
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : Marchés / Marché n° 14007 « Etude et Maîtrise d'œuvre pour l'élaboration des études et dossiers réglementaires relatifs à la sécurité sur le barrage de Coudures (40) » : Avenant n° 1

Exposé des motifs :

Par délibération en date du 16 octobre 2013, le conseil d'administration a autorisé le Président à lancer l'étude de dangers ainsi que les études et marchés nécessaires pour conforter le barrage de Coudures,

Après la remise de l'offre par les candidats au printemps 2014, un glissement superficiel s'est produit sur une partie du parement aval de la digue.

Ce glissement a nécessité des études spécifiques pour son diagnostic et son traitement, ainsi que des échanges avec les services de l'Etat en charge du suivi de la sécurité des ouvrages hydrauliques pour validation. Ces opérations ont été menées au cours du 2^{ème} semestre 2014 et printemps 2015. Les travaux de sécurisation provisoire ont été réalisés au printemps 2015.

Suite à ces événements et sur la base de ces investigations, le maître d'œuvre a réévalué le montant total des prestations à réaliser pour un confortement pérenne du barrage, montant estimé à environ 1,1 M€ HT.

Compte tenu de ces éléments et au vu des coûts prévisionnels, une discussion a été engagée avec les services de l'Etat pour proposer un phasage des travaux en priorisant les plus urgents en termes de sécurité. Cette proposition comporte deux grandes étapes de travaux :

- 1^{ère} étape en 2017 : la réfection du déversoir (= organe de sécurité) et remise à niveau du dispositif d'auscultation (fossé de pied et sorties de drains), pour un montant de travaux estimé à 360 000 € HT.
Ces travaux doivent permettre de temporiser 1 à 2 ans avant la 2^{ème} étape « confortement du talus ».
- 2^{ème} étape en 2019 : le confortement de toute la partie haute du talus, sur toute la largeur du barrage, la réhausse du filtre cheminée, et la recharge de la carapace d'enrochements amont protégeant du battillage, pour un montant de travaux estimé compris entre 683 000 et 818 000 € HT selon la technique qui sera précisée lors de la phase avant-projet.

Cette demande de planification pluriannuelle des travaux a été acceptée par les services de l'Etat et entérinée dans le cadre d'un arrêté préfectoral du 13 octobre 2016.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Cette demande de planification pluriannuelle des travaux a été acceptée par les services de l'Etat et entérinée dans le cadre d'un arrêté préfectoral du 13 octobre 2016.

Cette scission du confortement pérenne du barrage en 2 étapes prolongerait la durée des prestations jusqu'à fin 2019 et occasionne une duplication de certaines missions de maîtrise d'œuvre à réaliser dans chacune des 2 étapes. En effet, si la mission d'avant-projet peut être réalisée en commun pour les deux étapes, les missions ultérieures de Projet, Assistance à la passation de contrats de travaux, VISA, Direction de l'exécution des travaux et Assistance aux opérations de réception sont spécifiques à chaque phase de travaux.

Ainsi, il a été convenu entre les parties d'ajuster le montant de chacune des prestations de maîtrise d'œuvre pour les 2 étapes et d'interrompre le marché à l'issue de la réalisation et réception des travaux prévus dans la 1ère étape « réhabilitation de l'évacuateur de crue et du dispositif d'auscultation ».

Une nouvelle consultation de maîtrise d'œuvre sera alors lancée fin 2018-début 2019 pour réaliser les prestations PRO à AOR de la 2^{ème} étape « confortement du talus aval ».

L'objet du présent avenant est d'ajuster le contenu et les délais de réalisation des prestations objet de la phase B « maîtrise d'œuvre » en fonction de ces éléments.

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant objet de la présente délibération.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 26 janvier 2017 à Auch,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE